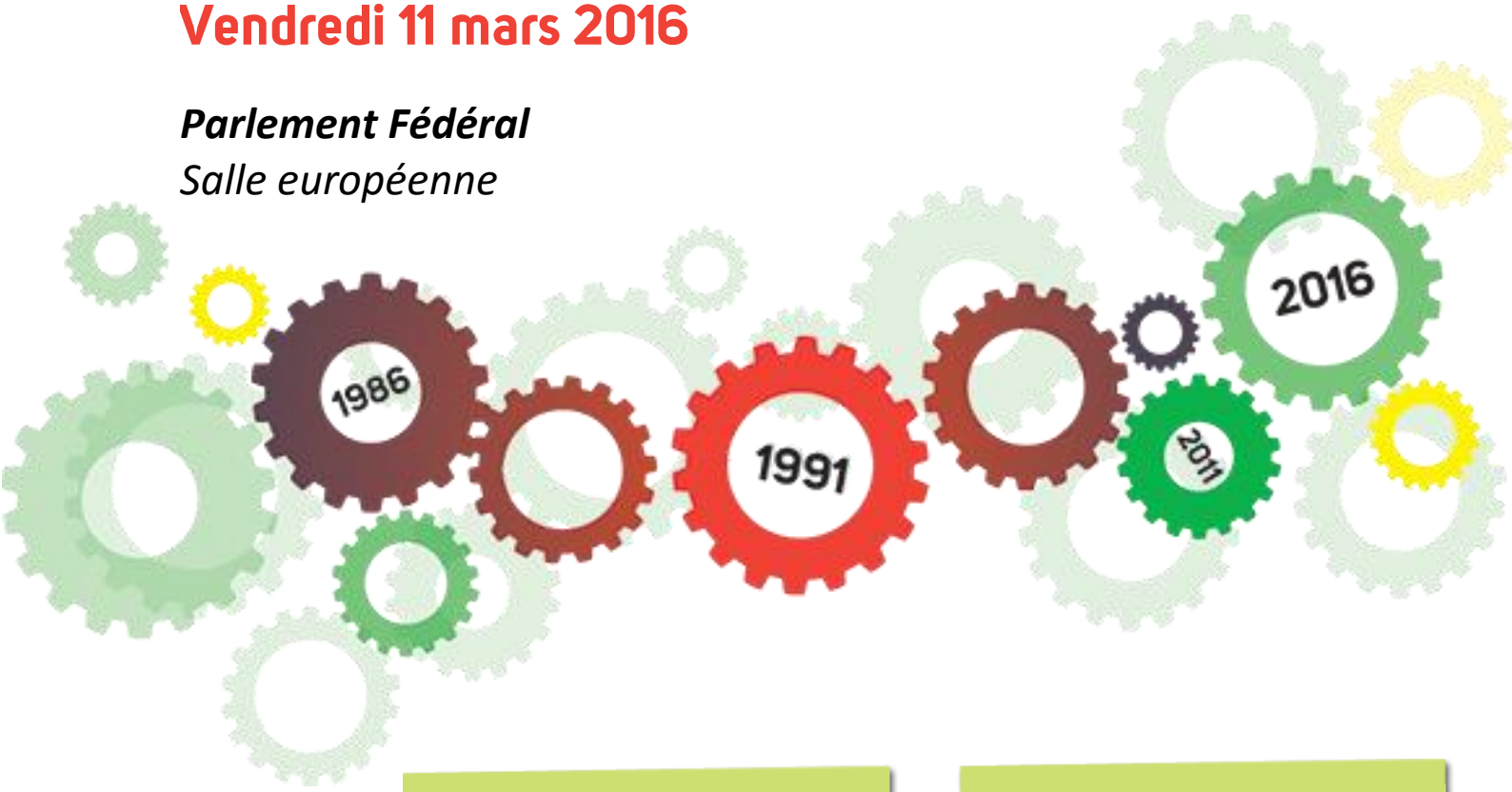
tcher
nobyl
marquer le temps...

Colloque

Vendredi 11 mars 2016

Parlement Fédéral
Salle européenne



Vendredi 11 mars 2016,
nous voulons marquer le temps

30 ans après le drame Tchernobyl
25 ans après la création de notre association
5 ans après l'impensable Fukushima

Samedi 12 mars 2016,
nous voulons marquer le temps

Un quart de siècle d'affections partagées
avec les enfants du Belarus, ça se fête...

Un colloque organisé par **« Les Enfants de Tchernobyl »-asbl**
en collaboration avec le **« Grappe asbl ».**

Les enfants de Tchernobyl asbl

Grappe

Accueil

Au nom de l'Association « Les Enfants de Tchernobyl »-asbl, qui a préparé ce colloque en collaboration avec le « GRAPPE », nous vous souhaitons la bienvenue en ce lieu prestigieux du Parlement Fédéral.

Qu'il me soit permis de remercier ceux qui nous ont ouvert l'accès à cet endroit et tout particulièrement Monsieur le député fédéral Jean-Marc Delizée et Madame Melissa Lenoir, responsable du service des Relations Publiques de la chambre des représentants ; il nous est aussi particulièrement agréable d'être rejoints aujourd'hui par des représentants de tous horizons de nos assemblées fédérales.

Quelle prétention peut-être pour la microscopique ONG que nous sommes de se lancer dans une telle organisation et de mobiliser tant de monde venant parfois de si loin !

Mais la conjonction de ces trois « anniversaires » - Tchernobyl trente ans ; 25 ans de création de notre association et les 5 ans (aujourd'hui même) de Fukushima - ne pouvait passer inaperçue !

Nous sommes, au sein de l'Association en permanente réflexion sur la pertinence de notre raison d'être et des nos actions ; le coeur de cible de notre action est et reste la santé des enfants vivant en milieu contaminé autour de Tchernobyl. Et nous sommes toujours curieux d'apprendre et de progresser dans notre connaissance de tout ce qui peut permettre à ces enfants et leurs familles de mieux vivre dans cet environnement qui est le leur et qui est devenu si particulier : c'est la motivation première de ce colloque ; nous le souhaitons hors de toute polémique agressive, hors de toute récupération comme champ d'expérimentation sociétal post catastrophe nucléaire. La situation d'aujourd'hui mars 2016 est telle ! Qu'en faisons-nous ? La présence des acteurs de terrain que nous entendrons ce matin s'imposait donc avec évidence ; bienvenue à eux et à tous ceux qu'ils représentent !

C'est sans doute -très modestement- une de nos grandes fiertés de minuscule ONG que celle d'avoir par une présence discrète mais continue et fidèle de 25 années, contribué à restaurer la confiance entre quelqu'acteurs de terrain de notre combat commun ; ils avaient appris à s'ignorer sinon à se méfier l'un de l'autre, pollués par une aide internationale massive, bien sûr indispensable, mais de durée très limitée et parfois mal accompagnée et mal suivie.

Enfin avant d' « attaquer » le vif du sujet, nous avons ardemment souhaité associer à cette journée quelques amis solidaires de ce même combat : soit ils nous ont déjà quitté, soit ils ne pouvaient se joindre à nous aujourd'hui :

- Feu **Vassily Nesterenko** père d'Alexeï ci-présent, fondateur de l'Institut Belrad avec qui nous collaborons de plus en plus ; il fut pionnier infatigable de la lutte pour clamer au grand jour la réalité de la catastrophe et de ses séquelles dans un pays où la vérité n'est pas toujours facile à dire !
- **Tatiana Kotlobaï** n'a pu être parmi nous pour raison de santé ; elle est avec Piotr, son mari, de celles et ceux qui ont volontairement décidé de rester dans ces zones contaminées proches de la centrale et d'y organiser une vie décente. Leur dévouement mérite le plus grand respect et toute l'aide dont ils ont besoin.
- **Svetlana Alexievitch,** dernier prix Nobel de littérature, a décliné notre invitation pour raison bien évidente d'agenda trop chargé mais nous exprime son complet et chaleureux soutien de présence de cœur. Ce soutien s'exprimera tout à l'heure dans le témoignage transmis par les voix d'Héloïse et de Jean-Michel.
- Enfin, nos partenaires de **« L'Avenir aux Enfants »** à Minsk, fidèles depuis le début de notre aventure commune et qui nous ont délégué leur « jeune garde » en la personne de Natacha Manko, leur vice-présidente.

Je terminerai en rappelant à tous de garder à l'esprit aujourd'hui la vision de l'avenir des enfants de Tchernobyl, donc de nos enfants et de tous les enfants de cette terre qui ne nous est que prêtée.

Et tous, soyez contagieux de ce que vous aurez entendu ce jour, que de nombreuses familles nous rejoignent encore pour donner à de jeunes enfants l'occasion de ce séjour de santé dans un environnement sain en même temps qu'une ouverture au monde ! Merci à tous les médias de répercuter cet appel : presse, réseaux sociaux et que sur les ondes, nos différentes chaînes ne se privent pas d'être radio-actives !

Nous vous souhaitons à tous une passionnante journée.

Henri Lecomte

Avec le soutien de…

Chaussée de Charleroi, 223 - 1060 Bruxelles (Belgique) Tel : 02/538.89.14

St Feuillien
anno 1125

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Programme de la journée

9h : Accueil des participants

9h30 : Ouverture du colloque

Monsieur ***Jean-Marc Delizée*****,** député fédéral, bougmestre de Viroinval.

9h45 : L'engagement de la société civile : une réponse à la catastrophe

Martine Dardenne, sénatrice honoraire, sénatrice de 1989 à 1999 et députée Ecolo à la chambre des représentants de 1999 à 2003, membre fondateur et 1ere présidente de l'association « Les Enfants de Tchernobyl »-asbl, membre fondateur du Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Ecologique (GRAPPE).

Bernadette Vastrade**,** secrétaire (présidente de 1996 à 2002) de l'association «Les Enfants de Tchernobyl»-asbl.

10h10 : Suivi social des populations en zone contaminée

Marina Maliauskaïa, assistante sociale dans la commune de Volojine, 10 000 habitants, région de Minsk.
Marina travaille en collaboration avec l'Institut BELRAD, dosimétriste depuis 1992.

10h55 : Pause

11h10 : La situation en Belarus reste préoccupante pour les populations et particulierement les enfants en zone contaminée. Une réponse de l'institut Belrad de Minsk

Alexeï Nesterenko**,** Docteur ès sciences environnementales, directeur de l'Institut de radio-protection Belrad.

12h : Évocation théâtrale

Héloïse Meire et Jean-Michel d'Hoop**,** acteurs et metteurs en scène.

12h30 : Lunch

13h35 : L'accident impossible a eu lieu 3 fois ; le 4ème est en préparation

Paul Lannoye**,** docteur en sciences physiques, député européen honoraire, président du Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Ecologique (GRAPPE).

14h30 : Fukushima/Tchernobyl : Similitudes, différences et liens

Yves Lenoir**,** ingénieur retraité, ex-membre du groupe interministériel sur les options techniques pour la gestion des déchets radioactifs (1974-1975), président de l'association « Enfants de Tchernobyl Belarus » France, auteur de « La comédie atomique, l'histoire occultée des dangers des radiations » La Découverte, à paraître (mars 2016).

15h30 : Tchernobyl, une catastrophe traversée par le déni

Marc Molitor**,** ancien journaliste de la RTBF, auteur de « Tchernobyl : déni passé, menace future » (Racine 2011).

16h15 : DEBAT ET CONCLUSION

Présidence de séance : ***Henri Lecomte***

Traduction : ***Anton Klevansky*** *(a.klevansky@aiic.net) avec la collaboration de* ***Olga et Natacha****.*

Présentation des interventions

Martine Dardenne

«Nous habitons le temps inquiétant»

1.Petit rappel historique et motivations

En commençant cet exposé, je voudrais remettre en exergue cette phrase : **« Nous habitons le temps inquiétant »**...extraite d'une lettre que les mères de Pripiat ont envoyée après l'accident qui leur a fait tout abandonner et laisser leur ville derrière elles...

« Habiter le temps » voilà une formulation qui peut surprendre car il n'est pas coutume d'associer de cette manière le lieu (habiter) et le temps... Pourtant en parlant d'un accident nucléaire c'est bien de cela qu'il s'agit : « habiter le temps... la demi-vie du césium (137) est de trente ans...celle du strontium (90) également, celle du plutonium (239) de 24.000ans...Les demi-vies que je viens de citer sont celles des principaux radionucléides qui se sont échappés dans l'atmosphère lors de l'explosion du réacteur de Tchernobyl, ... ce qui signifie qu'ils ne disparaitront (à peu près) qu' au bout de 300 ans ou 240000 ans...

« habiter le temps « inquiétant » » inquiétant en effet car la radioactivité est sournoise : elle ne se voit pas, n'a pas d'odeur ni de goût mais elle a des effets (cancérigènes, mutagènes, tératogènes...) certains sur l'organisme... à des échéances plus ou moins rapprochées, ce qui explique aussi le temps inquiétant. Il était donc juste que des mères pensant à la vie à venir de leurs enfants utilisent cette formulation, ... qui aurait pu être poétique si elle n'était tragique...

Lorsque nous l'avons reçue, cette formule a suscité en nous une résonnance profonde.

Nous qui venions (paul lannoye, moi-même et quelques autres) de la militance anti-nucléaire et qui connaissions bien le dossier, nous savions quelles seraient les conséquences, et pour longtemps, de cet accident réputé impossible.

Cette opposition militante s'ancrait aussi pour nous (et peut-être avant tout) dans une question de démocratie : on imposait aux populations—et on continue à le faire—au nom d'une soi- disant conception du progrès, des technologies dangereuses, potentiellement porteuses, pour les hommes et l'environnement, de risques qu'on connaît mal ou pas. Cela sans leur demander jamais le moindre avis, cela sans aucune évaluation indépendante et préalable des impacts sanitaires, sociaux et environnementaux.

En outre à cette époque, le nucléaire était un sujet tabou—une affaire d'état-- à laquelle on ne touchait pas. Je n'en veux pour preuve le manque de transparence et la lenteur des autorités soviétiques à reconnaitre les faits. Mais elles ne furent pas les seules : qui ne se souvient d'un nuage radioactif s'arrêtant miraculeusement (et sans rire !!) aux frontières françaises, de vaches belges dehors ou dans les étables selon leur appartenance linguistique !!... Pendant ce temp-là, l'iode 131, le premier gaz à s'échapper du réacteur et en grande quantité, (même s'il a une demi-vie courte de huit jours) avait eu tout le loisir de saturer les tyroïdes et particulièrement celles des enfants.

Voilà pour nos motivations « politiques » (au sens noble de terme).

Mais il y avait aussi la question lancinante posée par les mères de Pripiat: « nous habitons le temps inquiétant »...

Comment répondre à cette détresse ? Comment essayer, à notre niveau, de réduire tant soit peu les conséquences de choix technologiques douteux ? Nous pensions notre responsabilité aussi engagée à ce niveau... La motivation humanitaire s'imposait.

Le chemin fut tracé par la regrettée Solange Fernex, elle aussi militante de longue date de l'anti-nucléaire, et alors députée européenne. Elle venait de créer l'association française « Enfants de Tchernobyl »afin d'accueillir des enfants des régions contaminées pour des séjours de santé en France. C'est ainsi que Paul Lannoye eut l'idée de proposer à Ecolo (dont nous étions alors parmi les parlementaires) de faire la même chose en Belgique. Je fus chargée de donner corps au concept et de la mise en oeuvre du projet.

La première tâche fut de réunir un petit groupe de personnes intéressées et désireuses de faire avancer le projet. Parmi elles, Anne Royaux-Defeyt (qui me succéda, avec toute son énergie) à la présidence, Monique Abrassart, Claudine Dewille (qui furent nos premières émissaires à Minsk), Mousa De Chaffroff-Winkel (qui retrouvait sa langue maternelle et ses origines et qui fut notre première et précieuse interprète), nos amis de MSF : Marie -Christine Ferir et le docteur.....(dont l'expérience nous évita bien des erreurs), Marcel Linsmeau (de la ligue des Familles), Nadine Gouzée, Benoît Guillaume, Jean-Marie Dermagne (notre avocat qui nous aida pour la rédaction des statuts) Je tiens à les citer ici car je pense que toutes ces personnes furent, avec moi, les chevilles ouvrières d'un projet qui sans leur volonté, leur conviction et leur travail assidu n'aurait jamais pu aboutir...

2. Un an de réflexion, avec l'aide de Médecins sans Frontières

Rapidement, il nous est apparu que solliciter l'aide de MSF s'avérait nécessaire. En effet, l'action humanitaire fait partie de leur quotidien. Nous avons ainsi rencontré le médecin spécialiste des pays de l'est et M.C.Ferir ; infirmière chargée de la logistique . Ils se sont joints à nous pour discuter des enjeux , des problèmes et des contraintes que nous mettions en avant, et nous aider à trouver des solutions ou prendre des options.

Enjeux, problèmes et contraintes

L'enjeu de santé passait par **une question essentielle : celle de l'alimentation.** En effet, dans les zones contaminées pour la plupart rurales, agricoles et pas très riches, l'alimentation venait surtout des produits cultivés localement, des baies et des champignons ramassés dans les forêts. La contamination des sols se retrouvent dans les produits cultivés et l'on sait, par ailleurs, que les champignons ainsi que les baies ou les herbes sauvages (comme le thym) concentrent la radioactivité. Le gibier local se nourrit de ces produits et les prairies ou le foin pour l'élevage sont aussi contaminées . De sorte que toute la nourriture locale se trouve contaminée. Et les populations locales n'avaient et n'ont guère d'autres possibilités pour se nourrir.

J'emploie le présent car ceci est toujours d'actualité hélas.

L'idée était donc de faire venir des enfants de ces zones pour un mois voire deux chez nous afin de leur procurer « une nourriture saine » dans des familles d'accueil.

Le taux de césium corporel des enfants baissait ainsi significativement, malheureusement pour un temps seulement puisqu'ils retournaient ensuite chez eux et remangeaient de la nourriture contaminée.

C'est ainsi que très vite nous nous sommes interrogées sur les moyen de « faire quelque chose sur place » Bernadette vous montrera comment cette réflexion a pu évoluer dans la suite .

Un autre enjeu -à plus long terme- était celui de la réflexion sur les choix technologiques ici et là-bas, réflexion qui portait aussi en elle aussi la question de la démocratie... Nous n'avons jamais voulu faire de prosélytisme à ce propos dans l'asbl car nous pensions que cette interrogation se ferait d'elle-même face aux conséquences de l'accident. Il nous paraissait évident que personne ne pouvait s'intéresser au devenir de ces enfants sans s'interroger sur le pourquoi.

Une question nous préoccupait : était-il souhaitable et possible de faire venir des enfants jeunes (à partir de 8 ans) seuls, loin de leur famille, dans un pays inconnu, dans une langue qu'ils ne connaissaient pas ? Des modes

de vie, de consommation complètement différents des leurs n'allaient-ils pas les perturber ?

Cela engageait beaucoup de confiance et de responsabilité de part et d'autre. Il est vrai que nous nous sommes souvent posées, comme mères, cette question : aurions-nous eu, nous -mêmes, le courage de confier nos enfants à des inconnus qui ne parlaient pas leur langue, dans un pays lointain ? ?

Cette question de la différence et de la langue nous a amené très vite à sentir la nécessité d'avoir des accompagnateurs interprètes avec chaque groupe d'enfants. La réponse est venue de l'institut des langues vivantes de Minsk qui fut (et reste) notre réservoir d'interprètes, tous remarquables par la connaissance de notre langue – et de notre littérature- alors qu'ils n'avaient jamais mis les pieds hors de Biélorussie !

En fait, au départ nous avons hésité pour savoir avec quelle région travailler, : Ukraine ou Biélorussie. Nous avons choisi de travailler avec la Biélorussie car MSF y avait plus de contacts qu'en Ukraine. Mais ce choix s'est vite révélé judicieux quand il s'est avéré que le territoire de la Biélorussie était un des plus touché par la contamination radiactive.

Une autre difficulté- et une grande responsabilité- résidait pour nous dans le choix des familles d'accueil : quelle garantie pouvions-nous avoir sur les comportements, la moralité des personnes. Certes nous avions exigé de produire un certificat de bonne vie et moeurs. Par ailleurs, nous avons vu chaque famille individuellement pour connaître leurs motivations et voir « qui » nous avions en face de nous ! Nous avons, je crois, fonctionné sur la confiance et le sens des responsabilités de chacun.

C'est aussi lors de ces discussion que la question de l'adoption s'est posée. Nous avons rapidement tranché en décidant de ne pas entrer dans cette perspective, car les enfants, même s'ils vivaient en orphelinat avaient toujours des parents ; et d'autre part cette démarche n'entrait pas du tout dans nos objectifs.

Ensuite, nous avons été confronté aux lenteurs administratives et à la bureaucratie tâtillonne de l'URSS et puis de la Biélorussie . Chaque année, la question de l'obtention des visas, des passeports et des délais nécessaires était un véritable casse-tête et un sujet d'angoisse et de sueurs froides!

La forme juridique de l'association fut vite décidée : ce serait une asbl. Il nous fallut alors en rédiger les statuts et notamment l'objet social : il devait être à la fois assez précis et assez large pour ne pas faire n'importe quoi tout en ne limitant pas les possibilités d'action de l'asbl. C'est là que l'aide de maître Jean-Marie Dermagne fut déterminante.

Cet objet n'a jamais été modifié et se lit comme suit : *« Apporter toute aide médicale, humanitaire, matérielle, juridique et écologique aux victimes de la catastrophe de Tchernobyl. Accorder et soutenir en tous lieux, l'action en faveur de la défense des droits démocratiques et des droits de l'homme des victimes de la catastrophe de Tchernobyl. »*

La question du financement de telles activités est toujours cruciale : au départ, l'URSS a financé les voyages en mettant des avions de l'aéroflot à notre disposition ; nous avons pu aussi bénéficier par deux fois d'une aide importante de la Loterie Nationale (avant que ses bénéfices ne soient absorbés pour boucher les trous de la sécu!!). Enfin, nous avons travaillé à obtenir la déductibilité fiscale pour les dons consentis à l'asbl. A cet effet, nous avons dû intoduire une proposition de loi modifiant les conditions d'obtention pour y faire inclure les catastrophes écologiques. Philippe Defeyt, alors député, se chargea de ce travail. Ce qui fut accepté dans les deux chambres et donc rendu effectif.

Avant de conclure, je voudrais souligner les points suivants :

- la confiance totale et entière que les mères biélorusses nous ont faite en nous confiant leurs enfants et je voudrais les en remercier ;
- le sens des responsabilité et la générosité de nos nombreuses familles d'accueil qui ont fait la démonstration de la pratique de la solidarité et ce bien avant que ne se pose la question du « vivre ensemble »dont on parle tant aujourd'hui ;
- l'enrichissement réciproque que les différences vécues et acceptées de culture, de langue et de mode

de vie ont apporté à chacun. De nombreuses familles belges et biélorusses ont créé et gardé des relations d'amitié durable, et profonde qui perdurent bien au-delà de l'accueil d'enfants devenus adultes aujourd'hui. Beaucoup d'enfants ont appris le français avec succès., et certaines de nos familles le russe !

Je pense que ce sont autant de pierres posées sur le difficile chemin de la paix.

3. Passer le relai à la société civile

Enfin, et je concluerai par là, nous savions comme parti politique (Ecolo)que si nous pouvions et avions impulsé ce type d'action, ce n'était pas vraiment notre rôle... et que cela pouvait être limitatif pour certains esprits.

Nous avions donc pris soin, dès le départ, d'inclure dans nos membres fondateurs et dans le conseil d'administration des personnes indépendantes d'Ecolo et membres de la société civile à l'un ou l'autre titre ou simples citoyens... Nous nous sommes donc retirés progressivement de l'organisation active de l'association, tout en restant à sa disposition en cas de besoin . Parmi nos très nombreuses familles d'accueil, la relève etait assurée et nous pouvions lui faire confiance... puisque 25 ans plus tard, l'association est toujours bien vivante.

Bernadette Vastrade

25 ans d'action auprès des populations des zones contaminées du Belarus avec une priorité aux enfants.

Mon propos se centrera sur notre cœur de cible : **« les séjours de santé pour les enfants vivant en zones contaminées »**

Martine vient de rappeler la genèse de notre association.

Vous aurez remarqué que les séjours de santé ne sont pas prévus dans nos statuts.

Ils ne sont pas un objectif mais notre moyen d'action prioritaire. Le deuxième, indispensable, est d'informer sur l'actualité de la vie difficile en zones contaminées. C'était il y a trente ans, c'est aujourd'hui.

Alexeï Nesterenko abordera le rôle des séjours de santé sur la diminution significative et mesurable du niveau de contamination en césium des enfants.

Enfants de Tchernobyl est le nom de l'action mise en mouvement à la fin des années 80 par Guennadi Grouchevoï professeur de philosophie à l'Université d' État de Minsk, député de l'opposition, jugé en 1989 pour avoir organisé le premier « Chemin de Tchernobyl » une manifestation annuelle des victimes de la catastrophe. Monsieur Grouchevoï est décédé en 2014.

Enfants de Tchernobyl est donc notre nom mais aussi une manière générique de nommer les séjours de santé, d' enfants des zones contaminées. Beaucoup d'associations sont ou ont été actives dans ce sens en Belgique et ailleurs en Europe . A la fin des années nonante le Belarus enregistrait plus de 30.000 sorties d'enfants par été.

Qui dit séjour de santé dit choix des enfants et des familles.

Ce sont là deux responsabilités qui ne sont pas dans les mêmes mains.

Très logiquement, les enfants sont identifiés par nos partenaires de « L'avenir aux Enfants » à Minsk. Nous nous chargeons de chercher puis d'agréer les familles d'accueil. Les critères de ces choix sont cependant le fruit d'une réflexion commune et sont évolutifs.

Les familles d'accueil

Être familles d'accueil c'est :

- Ouvrir sa maison et donner du temps et de la place à un enfant durant un mois d'été (juillet ou août),
- Porter une attention à la qualité de son alimentation,
- Lui garantir d'être en relation avec des enfants de chez nous.

Voilà pour le formel pour le reste, ce sont des milliers d'histoires différentes, qui marquent des vies, les nôtres, les leurs, et ce sont ces histoires, ces visages qui au delà de cette catastrophe d'une effroyable actualité font que nous sommes une association vivante.

En 1991 plus de 400 familles se présentent moyennant quelques appels dans la presse. En 1996 elles étaient plus de 600, l'an dernier elles étaient 60. Nous déployons pourtant beaucoup d'énergie pour les trouver : appel à la presse, intervention dans les écoles, Information via le cartable des enfants, implication des familles d'accueil...

Pourquoi cette chute du nombre d'accueil régulière depuis 20 ans ?

- ➔ 30 ans c'est un grand âge pour une catastrophe. Surtout si ses conséquences « ne se voient pas, ne s'entendent pas, n'ont pas d'odeur ni de goût ».
- ➔ Souvent nous entendons : Tchernobyl... il y a encore quelque chose là bas ? Au mieux l'oubli mais aussi certains médias qui se chargent de faire de la zone interdite un éden voire une curiosité touristique.
- ➔ Les enfants en séjours de santé ressemblent à tous les enfants d'aujourd'hui, ils ont perdu l'air docile et d'un autre temps du début. Leurs familles font l'impossible matériellement pour les habiller de neuf et les petites filles de 8 ans portent parfois des blousons roses !

  Ouf, être Enfant de Tchernobyl cela ne se voit plus.
- ➔ Des associations ont parfois fait une priorité à l'accueil d'enfants issus de familles démunies. L'argument a du sens : moins il y a de moyens dans une famille plus elle peut difficilement se passer de consommer des produits contaminés, provenant entre autre de la forêt. La contamination individuelle répond à des lois plus aléatoires. C'est l'amélioration de la santé d'un enfant qui est et devrait rester la justification des séjours. Si L'aspect matériel prend trop de place dans le discours, si on informe pas correctement sur l'effet bénéfique du séjour, l'objectif est falsifié au risque d'éloigner des familles d'accueil potentielles.
- ➔ En Belgique, le séisme qui a touché la confiance des familles en 1996 a parfois provoqué un repli sur soi et pour certains parents l'accueil est devenu un risque à ne pas prendre.
- ➔ Enfin, l'évolution de la vie familiale, les agenda souvent très difficiles à boucler ont fait le reste.

Néanmoins, Chaque année, une dizaine de nouvelles familles font le pas et c'est très souvent une expérience familiale réussie. Ce nombre ne suffit cependant pas à remplacer les accueils qui se terminent à 18 ans.

Il y a urgence que nous soyons entendu et épaulé pour trouver des familles, un très grand nombre d'enfants a besoin de cette sortie des zones contaminées.

Les enfants

Pour un jeune enfant, l'age minimum est de 8 ans, un séjour d'un mois loin des siens reste une épreuve. La plupart se donne aujourd'hui l'autorisation d'exprimer leur chagrin et leurs difficultés et c'est tant mieux.

Il est certain que cela demande plus de présence de nos accompagnateurs-interprètes qu'il y a 20 ans.

Les voyages à l'étranger se sont banalisés au Belarus. La demande et les pressions sont souvent fortes pour mettre un enfant sur une liste de voyageurs. Cela rend d'autant plus précieux notre travail de partenariat avec «l'Avenir aux Enfants » et indispensable la précision des critères pour attribuer les séjours disponibles.

Depuis 2 ans, un taux de contamination au césium 137 élevé est le critère principal du choix des nouveaux enfants à accueillir.

Le processus mis en place est le suivant :

L'institut Belrad mesure tous les enfants d'une école en zone contaminée selon un processus qu' Alexeï Nesterenko vous expliquera plus tard dans la matinée. L'école est informée des résultats et notre association partenaire reçoit le nom des écoles concernées. Elle rentre en contact avec les directions pour déterminer les choix d'enfants les plus judicieux en fonction des résultats des mesures et des propositions de séjours que nous envoyons.

Tous les enfants sont mesurés à l'Institut Belrad à leur départ pour la Belgique et à leur retour à Minsk. Ceci permet d'objectiver le résultat des séjours de santé mais également de mettre en place une prophylaxie si cela s'avère nécessaire.

Nous sommes attentifs à ne pas diffuser le résultat des mesures, les familles belges reçoivent une information globalisée et anonyme.

En Belarus la question de la contamination et de ses mesures est délicate. Le personnel de santé des zones concernées n'a pas la liberté de l'information et élude souvent la question. Nous avons réalisé que les sources de mesures n' était pas toutes fiables et que la manipulation des chiffres, dans un sens ou dans l'autre, suivant l'effet attendu est une réalité.

La question du déni sera traité cet après-midi par Marc Molitor.

Dialogue et témoignage

Vous avez maintenant identifié Natacha « notre jeune garde » comme dit Henri.

Merci à vous pour votre écoute.

Les membres de l'association sont disponibles pour répondre à vos questions. Le documents **« un projet pour l'été »** , celui qui est à distribuer dans les écoles est dans votre farde et aussi sur la table de documentation dans un autre format. Nous pouvons également vous l'envoyer électroniquement.

Servez-vous de tous vos canaux de diffusion... Soyez contagieux !

Vous l'aurez compris : c'est là notre absolue priorité.

Marina Maliauskaïa

Témoignage, le travail social en zone contaminée (Silitsa)

Natacha : Maryna, quels souvenirs gardez-vous de la catastrophe de Tchernobyl ?

Maryna : En 1986, j'étais adolescente et j'habitais chez mes parents à Sivitsa. J'avais 16 ans. Je me souviens bien du week-end du 26 avril. Il y avait un mariage dans le village et nous, les jeunes, nous sommes allés danser. Il a commencé à pleuvoir et nous avons dansé sous la pluie. Et le matin, nous avons vu que la terre était jaune. On a cru que c'était du pollen car c'était le printemps.

C'était le 1er mai, jour de manifestation pour la fête du travail. Ce n'est que le 2 mai qu'on a annoncé à la radio et à la télévision qu'il y avait eu une explosion à la centrale nucléaire de Tchernobyl. On a été triste, mais personne ne pensait que cela pourrait avoir des conséquences pour nous (nous sommes à 700 km de la centrale).

A la mi-été, des voitures sont venues enlever la première couche de la terre près des endroits publics : école, magasin, école maternelle, soviet du village. C'est là que nous avons commencé à nous inquiéter. Et très vite les médecins de l'Institut de radioprotection d'Aksakovchina sont venus examiner les enfants et les adultes. Mais ils n'ont rien dit de spécial : problèmes cardiaques ou de tension. A la mi-septembre, on a commencé à nous donner des rations qui se composaient de produits alimentaires introuvables dans les magasins au début des années 90 : conserves de viande et de poisson, saucisson etc.

Ensuite, on nous a annoncé que Sivitsa avait un taux de contamination de 5 à 15 curies/km2 et que ses habitants avaient le droit de déménager dans une zone propre. Mais personne n'est parti car on ne proposait ni logement ni emploi ailleurs.

Natacha : Et qu'a fait l'Etat pour les habitants de votre village ?

Maryna : Les adolescents ont eu des facilités pour entrer à l'université. Les enfants avaient 3 repas gratuits à l'école secondaire et à l'école maternelle. De plus, ils avaient le droit de partir dans un sanatorium deux fois par an.

Après 1995, l'Etat a lancé le projet de la construction des tuyaux de gaz. Mais il ne prenait en charge que le coût des travaux extérieurs, alors que les travaux d'intérieurs étaient payés par les propriétaires des maisons. Mais ça n'a pas duré longtemps, bientôt le projet a été « congelé » faute de moyens financiers. Donc, tout le village n'a pas pu profiter de ce projet. A cette époque-là, on a arrêté la distribution des rations.

Natacha: Est-ce que les enfants de votre village partaient à l'étranger ?

Maryna : En 1999, ma fille a eu 8 ans et on lui a proposé de partir pour un séjour de santé en Italie avec l'association « *Un sourire de plus* ». La première année, 15 enfants de Sivitsa sont partis. Mais ça ne se passait pas bien. On accueillait des enfants trop jeunes (de 7-8ans) qui s'adaptaient difficilement. Et c'était un seul accueil, aucun enfant n'est parti pour une deuxième année. Et les mamans en voyant ces difficultés ne voulaient pas laisser les enfants partir. Trois ans plus tard, cette association a arrêté l'accueil, mais elle a payé les travaux d'aménagement à l'école secondaire.

Natacha : Et comment êtes-vous devenue dosimétriste ?

Maryna : En 1992, je travaillais comme infirmière à l'école maternelle. Et à cette époque–là s'ouvraient de nombreux centres de contrôle radioactif à travers le Belarus parce qu'il était nécessaire de mesurer les produits d'alimentation. On m'a proposé de suivre la formation du dosimétriste et j'ai accepté. J'ai suivi la formation à Minsk à l'Institut de radioprotection « Belrad ». C'est comme ça que je suis devenue dosimétriste.

Le dosimètre a été installé à l'école secondaire où j'avais un bureau. Les enfants venaient mesurer les produits d'alimentation. Je leur montrais comment faire, sur quelles touches appuyer et ils avaient l'impression de faire des mesures eux-mêmes. Je leur parlais de la moyenne de contamination dans notre village, de la prévention et à leur tour ils en parlaient aux parents.

Les premières années je ne chômais pas, les gens venaient volontiers. Mais avec le temps le nombre de mesures a diminué. Les fruits et les légumes du potager, ainsi que le lait, sont propres. Donc, on ne vient que pour mesurer les baies et les champignons et bien sûr du gibier dont le taux de contamination est souvent très élevé. En 24 annnées de travail comme dosimètriste il y a eu 3 mesures de gibier dont le taux de contamination était 70 fois supérieur à la norme (500 becquerels par kilo). Il est à noter que ce sont les chasseurs qui me sollicitent le plus souvent. En période de chasse je peux faire plus de 50 mesures.

Natacha : Et le dosimètre se trouve toujours à l'école?

Maryna : En 2010, on m'a téléphoné du comité d 'état de Tchernobyl pour annoncer que Sivitsa était devenu une zone propre. Par conséquent, j'ai dû rendre le dosimètre. Trois femmes fragiles sont venues chercher l'appareil qui pèse à peu près 200 kilos. Comme mon bureau était à l'étage, elles n'ont pris que l'intérieur de l'appareil. Le reste, je l'ai amené chez moi. J'ai demandé une nouvelle partie intérieure à Alexei Nesterenko, directeur de Belrad, qui me l'a fournie.

Natacha : Est-ce que les enfants de votre village sont mesurés ?

Maryna : En 1997, j'ai demandé au premier directeur de Belrad, Vassily Nesterenko, de venir mesurer les enfants. Il est venu avec le laboratoire ambulant de spectrométrie de personnes et on a été choqué par les résultats des mesures. Certains enfants avaient un taux de contamination de 700-800 becquerels par kilo. Un mois plus tard, Belrad est revenu avec du Vitapect, complément alimentaire à base de pectine. Dans un premier temps, c'est moi qui donnais aux enfants du Vitapect. Mais par la suite, j'ai expliqué aux enfants comment en prendre et ils le faisaient eux-mêmes. Après 2010, Belrad n'est plus venu parce que, selon l'administration locale, le village était considéré comme propre.

Natacha : Peut-on dire que le problème de la contamination est résolu ?

Maryna : Ce problème est trop complexe. Les mesures des baies, des champignons et du gibier sont supérieures à la norme même 30 ans après la catastrophe. Les enfants partent en séjour de santé dans une zone propre une fois par an. Mais il est évident que les enfants doivent partir à l'étranger, prendre du Vitapect. C'est pourquoi je pense que les efforts d'un pays ne sont pas suffisants.

Je voudrais remercier l'association « Les Enfants de Tchernobyl » de m'avoir invitée à ce colloque où je peux partager ce que j'ai vécu. Peut-être qu'ensemble on pourra trouver une solution à ce problème.

Marc Molitor

Une hypothèse émerge

Pendant longtemps, le paradigme était : un accident nucléaire n'aura jamais lieu ; aujourd'hui on assiste à un renversement de ce paradigme : il y aura un accident nucléaire en Europe, mais ce n'est pas si grave que cela et on va s'y préparer.

Cela pourrait expliquer le développement et l'analyse de ce qui s'est passé à Tchernobyl, le développement des projets Ethos et Core, le fait que Tchernobyl est une espèce de laboratoire dans lequel beaucoup de gens sont venus voir et écouter pour essayer de tirer des leçons pour le reste de l'Europe.

Dès le début des clivages importants se sont estompés très vite

Le clivage est/ouest

Très vite après la catastrophe, on a vu un certain nombre de personnalités, d'institutions, d'agences de l'ouest se réunir avec ceux de l'est et avoir ensemble, un certain discours, une certaine attitude par rapport aux effets de la catastrophe.

On a vu le pouvoir de l'URSS et ses successeurs ainsi que, très rapidement, l'AIEA « enguirlander » les russes qui avançaient des chiffres de morbidité et de mortalité assez importants et leur faire diviser par 10 les chiffres qu'ils avançaient. Chiffres qui restent les mêmes depuis : 4 à 5000 victimes.

On a vu des interventions immédiates de la France partout très présente dans le dossier nucléaire en Europe. Des interventions de médecins et scientifiques de l'ouest, de médecins des délégations de l'OMS. Il s'agissait de reprendre la main et d'essayer d'avoir le leadership sur l'évaluation des conséquences de la catastrophe. Durant la période de démocratisation relative de l'URSS, ce leadership s'est un peu effrité.

Les 1ères élections au Soviet Suprême qui ont suivi la catastrophe ont donné naissance à une commission d'enquête. Dirigée par Vassili Nesterenko, elle réunissait 200 scientifiques des 3 républiques : Russie, Ukraine et Biélorussie. Elle a produit un premier travail, 5 ans après la catastrophe, sans évidemment de conclusions de long terme, mais contenant déjà beaucoup de choses que l'on pouvait dire et voir dès ce moment-là. Ce travail, qui est aux oubliettes aujourd'hui, a nourri d'autres publications peut-être mais il n'en a pas été tenu compte dans les enceintes officielles de l'ONU.

Ce moment de libéralisation relative a permis à V. Nesterenko de créer Belrad et, même s'il s'agissait d'un organisme indépendant, de recevoir un soutien dans certaines sphères de pouvoir au Belarus. Quelques années après, l'ouverture s'est refermée et Belrad a vu ses moyens considérablement diminuer avec le temps. L'institut Belrad a été très puissant à ses débuts et a pu produire un savoir important, ce qu'il continue à faire.

Phase suivante : écroulement de l'URSS et recours par les républiques qui la composaient aux organisations internationales. Les divergences sur les conséquences de Tchernobyl ont continué à l'intérieur des organisations internationales jusqu'au jour où un arbitrage définitif a eu lieu. Celui-ci s'est fait en défaveur d'un ensemble de gens qui défendaient l'idée que les conséquences de l'accident étaient importantes et graves et qu'il fallait en poursuivre l'analyse à long terme. D'autres, dont la tendance a triomphé, regroupés autour de l'AIEA, UNSCEAR, des milieux français et américains, ont produit le **rapport du forum Tchernobyl** . Celui-ci est

considéré comme un bilan définitif : « circulez il n'y a plus rien à voir ». Ils ont voulu le dire tellement vite qu'ils ont fait de grosses erreurs dans leur communication et se sont trompés dans les chiffres publiés ; leur communiqué de presse a donné des chiffres pratiquement démentis à l'intérieur du rapport, ce qui a donné lieu à de belles bagarres à l'intérieur du groupe des auteurs. Le secrétariat de ce forum avait été confié à l'AIEA, ce qui est déjà très clair, et ceux qui voulaient promouvoir un organisme authentiquement indépendant qui publierait un certain nombre d'études et qui permettrait un accès à ces études n'ont pas pu s'imposer. En compensation, on a créé un petit site internet qui s'appelait Tchernobyl- info, financé par le gouvernement suisse, mais ce site aujourd'hui a pratiquement disparu.

La tendance des institutions officielles visant à minimiser les conséquences de l'accident a pris le dessus à ce moment-là.

Ensuite, dans la gestion des conséquences, petit à petit, dans des conditions toujours conflictuelles, ce déni s'est installé même si une série d'études de personnalités qui n'étaient pas d'accord a été produite, mais alors sévissaient des mécanismes d'écartement ou de censures pour éviter que des oppositions trop fortes n'apparaissent.

J'ai identifié une gradation dans ces mécanismes. D'abord, l'attitude la plus dure qui est une répression ouverte, envers des gens qui n'hésitent pas comme Bandagevski au Belarus. Des mécanismes plus insidieux comme la censure financière et économique : les chercheurs perdent les moyens de faire leurs études ou les subsides leur sont retirés. Il y a un 3ème manière d'agir, un peu plus soft, qui vise à écarter les gêneurs par des mécanismes administratifs (vous n'avez pas rentré votre étude suivant les procédures administratives en vigueur donc on ne la prend pas en compte, ou elle ne n'est pas traduite ou pas présentée suivant les standards des revues scientifiques occidentales) ; ce sont les 3 mécanismes d'écartement. Il y a ensuite le mécanisme central de la discussion scientifique qui est de vouloir une démonstration scientifique à 100%. A une cause A doit correspondre un effet B. Or, en matière de pathologies générées par les radiations, les choses ne sont pas si claires. L'autre attitude est de dire : nous avons des travaux épidémiologiques, une série d'indications à propos de populations atteintes par l'un ou l'autre problème de santé.

Raisonnablement, par comparaison avec d'autres populations non affectées on peut quand même trouver des éléments suffisamment indicatifs pour dire qu'il y a un problème qui demande d'investiguer dans le sens d'un lien avec l'accident. En corollaire le principe de précaution doit alors prévaloir.

Il y pourtant des progrès enregistrés dans la production scientifique officielle (notamment à UNSCEAR). Des études vont un peu plus loin que dans les rapports précédents, entre autres à propos des problèmes cardio-vasculaires.

A ajouter, lorsqu' on dit que l'AIEA a pris un pouvoir important dans le forum Tchernobyl, ce n'est pas neutre, un simple question : quelqu'un a dit dans ce colloque que l'AIEA a dans ses statuts (article 2) de promouvoir l'énergie nucléaire. Je me demande ce qu'on dirait chez nous, ou en France, ou dans tout autre pays qui a une agence de sécurité nucléaire chargée de surveiller et de réguler ce secteur, si cette autorité avait dans ses statuts la mission de promouvoir l'énergie nucléaire ! On parlerait évidemment de conflit d'intérêt. Pourquoi accepter pour une agence de sécurité internationale ce qui est inenvisageable dans une agence de sécurité nationale. Il y a là une contradiction assez énorme !

La situation, malgré les évolutions, marquait une position relativement figée et puis est arrivé Fukushima. Cela remet certaines choses en question mais on a revu des mécanismes assez semblables. Au Japon, les grandes entreprises, « les chefs » évoqués par Yves Lenoir, ont eu un rôle énorme dans tout ce qui s'est passé. Pour ceux qui ne suivent pas de près l'actualité japonaise, on a découvert le gigantesque conflit d'intérêt du monde nucléaire au Japon avec ce pouvoir insensé des industriels sur l'administration, de l'administration sur l'agence de sécurité. En bref, une espèce de circulation des élites. Ce sont les mêmes qui se trouvent à la tête d'un ministère, puis à la tête d'une entreprise, puis à la tête de l'agence chargée de contrôler l'entreprise. Cela atteint des proportions effrayantes au Japon au point que l'on pourrait dire que la catastrophe de Fukushima est une catastrophe créée par l'homme et ses institutions et pas par la nature. Les aspects naturels avaient été répertoriés mais pas pris en compte par les acteurs. Il semble que cela ne soit pas fini malgré la réforme de l'agence de sécurité japonaise, les mécanismes de domination de ce secteur au Japon restent apparemment inchangés.

On a dit, dans le temps que Tchernobyl était en URSS, une dictature qui n'existe pas chez nous. Au Japon, un pays démocratique, on découvre une série de mécanismes à l'œuvre qui ne sont pas plus glorieux.

Pour revenir aux programmes Ethos et Core (les conclusions de CORE n'ont toujours pas été publiées), je trouve normal qu'on aide les populations à se battre et à se prémunir contre la radioactivité, même après une catastrophe pour les zones qui ne sont pas évacuées ou qu'on a pas les moyens d'évacuer parfois pour des raisons économiques. Il y donc des gens qu'il faut aider, mais tout programme d'aide ou d'action avec ces populations doit, pour être éthiquement valable, respecter **4 grands principes :**

- Le premier, c'est qu'il n'y ait pas de confusion d'intérêt dans l'organisation et la gestion de ces programmes (Ethos et Core = CEPN dans lequel se trouve l'industrie nucléaire française).
- Le deuxième, que ces programmes s'occupent aussi de la santé des gens. Pas seulement d'éviter que les problèmes de santé n'apparaissent mais aussi de prendre en compte l'état de santé réel des gens et s'il n'est pas bon, de chercher les moyens de l'améliorer. Or les contrôles de santé des jeunes et les moyens pour l'améliorer ont tout à fait été minimisés dans ces programmes.
- Le troisième, ne pas nuire aux acteurs de terrain locaux qui ont fait leurs preuves. A l'époque où ces programmes sont intervenus, l'acteur de terrain principal était l'institut Belrad. Ces programmes ont progressivement évincé Belrad de son activité de terrain !
- Le quatrième, il ne faut pas non plus que ces programmes servent ultérieurement de programmes idéologiques pour conclure qu'il est possible de sortir des problèmes créés par un accident nucléaire ou de vivre avec.

Conclusions

Le futur de nos activités est un futur à très long terme. Notre principale difficulté sera donc de tenir le coup. C'est valable pour tous les organismes qui ont le souci, encore actuel, des victimes d'un accident qui a 30 ans.

C'est valable pour les associations d'accueil, c'est valable pour Belrad. Les associations doivent trouver les moyens de pérenniser leurs activités.

Cela veut dire :

- ➔ Coordination nationale et internationale. L'histoire des associations n'a jamais été un long fleuve tranquille, ici comme ailleurs. Il peut y avoir des divergences. Il faut sans doute trouver les voies d'une coordination ce qui ne veut pas dire une seule association mais bien travailler ensemble. Il y a avec le temps, une décroissance de l'activité, du nombre d'enfants qui bénéficient des séjours.
- ➔ Continuer à être informé sur la situation sanitaire du terrain. La relation doit être entretenue avec des organismes indépendants d'étude et d'analyse (soutien à Belrad). Le lien doit être préservé. C'est le volet scientifique et sanitaire, service et action, volet d'ici et de là-bas. Il faut réfléchir à des alternatives aux voyages des enfants, rien ne dit que ces voyages seront toujours possibles. Des alternatives peuvent coexister : soutien à des associations de là-bas, travail scientifique, travail de recherche de subsides.

Il est incroyable que les gens victimes en zones contaminées puissent servir de laboratoire. Ils feraient bien d'être payés comme cobayes. Ils seraient en droit de demander quelque chose à l'industrie nucléaire, aux chercheurs d'ici. De leur dire : « vous venez nous observer mais comme droit d'entrée, on vous demande une contribution ». Ce serait peut-être une manière de maintenir en vie des organismes comme Belrad !

J'en reviens à mon idée de départ : le changement de paradigme.

Confronté aux discussions autour du maintien des centrales, aux discussions autour de la fiabilité des plans d'urgence en Belgique et ailleurs (les agences semblent dire que tout est sous contrôle or il y a urgence à améliorer ceux-ci), je ne crois pas un mot des évacuations.

Je reprends ici une citation de Roger Belbéoch (physicien nucléaire) : *« En cas d'accident nucléaire, les autorités seront obligées de mentir. »*

Ces autorités auront le choix entre : la situation n'est pas grave afin d'éviter que les populations se retrouvent immédiatement sur les routes, ce qui créerait immanquablement une situation encore plus grave qui rendrait les gens encore plus contaminés ou bien la situation est grave, restez confiné chez vous ce qui donnerait aux gens l'impression d'être piégés. Nous nous trouvons là dans des contradictions insolubles pour les pouvoirs publics. Les crises nucléaires sont quasiment insolubles. Des conclusions s'imposent, je crois. Merci.

Alexeï Nesterenko

La situation au Bélarus reste préoccupante pour les populations et particulièrement les enfants en zone contaminée. Une réponse de l'Institut « BELRAD » de Minsk.

Bien que 30 ans se sont écoulés depuis l'accident de Tchernobyl, ses conséquences continueront à affecter l'homme et son environnement pendant des siècles.

Depuis sa création il y a 25 ans, l'Institut BELRAD essaie de réduire le risque d'exposition aux radiations chez les enfants résidant dans les zones contaminées par la catastrophe de Tchernobyl sur le territoire biélorusse.

Dans l'idéal, une radioprotection efficace des enfants résidant dans les zones contaminées est basée sur un ensemble complexe de mesures incluant :

- un travail d'information : création de groupes environnementaux, organisation de séminaires, mise en place de stands d'information,
- la mesure régulière des produits fermiers et forestiers locaux,
- la mesure régulière du taux de radionucléides dans le corps des enfants,
- l'utilisation de ces mesures dans le travail avec les familles ayant des enfants présentant des taux de Césium 137 élevés,
- la prévention par la pectine,
- des séjours de santé des enfants au Bélarus et à l'étranger, leur permettant de quitter temporairement un environnement contaminé,
- l'analyse scientifique des résultats.

Les débats scientifiques autour de l'hypothèse que les petites doses de contamination sont inoffensives sont sans objet.

Il a été prouvé que même de petites doses de contamination peuvent provoquer des changements génétiques qui peuvent à leur tour devenir héréditaires.

Ainsi, non seulement les générations actuelles, mais également les générations futures sont menacées.

En unissant nos efforts, nous avons la possibilité d'aider ces enfants.

Paul Lannoye

L'accident impossible a eu lieu trois fois ; le quatrième est en préparation.

- L'industrie nucléaire civile a connu en 65 ans d'histoire trois accidents majeurs qui ont vu des réacteurs de production d'électricité échapper au contrôle des techniciens en charge de les piloter. Ces accidents ont eu lieu à Three Mile Island (USA-1979), à Tchernobyl (Ukraine -1986) et à Fukushima (Japon- 2011).
- Les deux derniers ont été des catastrophes humaines, écologiques et économiques. A Three Mile Island, on a échappé par chance à la catastrophe sanitaire et écologique bien que 50% du cœur radioactif ait fondu et que les rejets de gaz radioactif aient été importants mais ce fut un véritable désastre pour l'industrie nucléaire : les annulations de projet de nouvelle centrale se sont multipliées et les chantiers en cours ont pris un retard considérable, le tout se traduisant par des surcoûts tels que le choix nucléaire est devenu financièrement intenable aux Etats-Unis.
- Les trois accidents ont affecté des réacteurs de filières différentes (respectivement PWR, RBMK et BWR) ; ils étaient tous trois considérés comme impossibles, en ce sens que leur déroulement a eu lieu selon un scénario ignoré par les autorités de sûreté. A chaque fois, des défaillances simultanées ou successives et des erreurs humaines impensables ont conduit à une situation rejetée par les experts. Pour ceux-ci, totalement improbable est synonyme d'impossible.
- Après Three Mile Island, une campagne de désinformation efficace a pu rassurer une opinion publique complaisante. Corriger les erreurs de procédure en cas de défaillance technique devrait être suffisant pour éviter la récidive.

  Après Tchernobyl, mettre en cause la technologie soviétique obsolète et le manque de sérieux des opérateurs a pu facilement sécuriser les occidentaux et leur faire admettre qu'un tel désastre était désormais impensable.

  Après Fukushima, il suffit d'invoquer une méchante fatalité et le caractère exceptionnel et impensable en d'autres lieux d'un tsunami d'une telle ampleur.
- Malheureusement pour les idéologues aveuglés par leur foi technicienne, les faits sont indiscutables : trois accidents impossibles ont eu lieu en 60 ans de production électro-nucléaire.
- On ajoutera à ce lourd bilan, les incidents graves, tout aussi imprévus, qui, de toute justesse ont été jugulés et ne se sont pas transformés en catastrophes : on citera notamment Forsmark en Suède (2007) et le Blayais en France (1999).
- La question n'est plus tant de savoir aujourd'hui si une catastrophe nucléaire peut encore avoir lieu mais bien quand et où elle aura lieu.
- Cinq ans après Fukushima, la nucléocratie n'a manifestement pas désarmé malgré les déboires financiers qui s'abattent sur l'industrie nucléaire.
- La politique en vigueur dans les pays historiquement engagés dans la production d'énergie nucléaire ne repose plus, à quelques exceptions près, sur un programme d'investissements ambitieux dans les nouvelles filières nucléaires, prétendument plus sûres, mais plutôt sur le prolongement de la durée de vie des réacteurs actuels. Même s'il s'agit d'une politique dite de transition, elle conduit à une insécurité accrue, dès lors que le vieillissement des installations accroît le risque d'accident.
- Le vieillissement des installations s'accompagne en effet d'une fragilisation généralisée des matériaux et des mécanismes du fait de l'accumulation des sollicitations thermiques et mécaniques et du bombardement neutronique.

- Le vieillissement ne concerne pas seulement la structure des réacteurs nucléaires ; il touche aussi à la conception même des réacteurs et aux conditions d'implantation. L'accident de Three Mile Island en 1979 a suscité un important travail de réévaluation visant à améliorer la sécurité. Il va de soi que les réacteurs conçus avant 1979 n'ont pas pris en compte ces nouveaux éléments et n'ont pas été dans la suite totalement adaptés pour remédier aux insuffisances du passé. Ces réacteurs sont donc doublement vieux.
- L'insécurité n'est en outre pas seulement due au vieillissement du parc nucléaire. Elle s'est accrue aussi du fait de l'évolution politique de ces dernières années et du changement climatique en cours.
- Il est manifeste en effet que depuis quelques années, les épisodes climatiques extrêmes sont plus fréquents et risquent de l'être plus encore dans le futur. Les conséquences pour la sécurité de réacteurs implantés en zones sensibles peuvent s'avérer importantes (ex. du Blayais).
- Le contexte concurrentiel de la production d'électricité contribue à privilégier la rentabilité financière au détriment de toute autre considération. Le recours systématique à la sous-traitance s'inscrit dans cette logique. La conséquence ne peut être qu'une perte d'expérience et sans doute de compétence… au détriment de la sécurité.
- La situation en Belgique est particulièrement préoccupante, dès lors qu'une autorisation de redémarrage vient d'être accordée pour les réacteurs de Doel 3 et Tihange 2 dont la cuve ne répond pas aux exigences de qualité normalement requises (présence de très nombreuses micro-fissures).

En conclusion, il est logique de préconiser la mise à l'arrêt à bref délai des réacteurs qui ont atteint et a fortiori dépassé les quarante ans de fonctionnement. Seul un vaste mouvement d'opinion peut contraindre les décideurs politiques à prendre une telle décision. Il n'est pas acceptable d'oublier Tchernobyl ni Fukushima et les insupportables souffrances qui en ont résulté.

Yves Lenoir

Tchernobyl et Fukushima : éléments de comparaison

En matière d'accident atomique grave, les comparaisons et analyses techniques ne sont pas pertinentes. En effet, l'importance des émissions radioactives et de leurs impacts sur l'environnement et la population dépend de facteurs aléatoires hors du contrôle de quiconque. On doit raisonner comme si bien pire aurait pu se produire, comme si tout aurait pu être perdu. Alors le rôle joué par les responsables prend toute sa signification, que ce soit avant, dans la décision de construire des centrales, dans la conception des plans d'intervention et dans la prise en compte du risque radiologique maximum, qu'après, lorsque pris de court il faut réagir dans l'urgence absolue, puis gérer dans la durée «le monde d'après».

1. Tchernobyl est un précédent. Aucun accident antérieur n'avait atteint une telle gravité. Les institutions n'étaient pas aptes à y faire face. Cafouillage et pensée magique ont présidé aux actions des autorités politiques et aux organismes de radioprotection. D'importants aménagements ont été apportés à l'organisation de la radioprotection internationale et à la répartition des rôles entre les acteurs au sein de l'ONU, en vue d'éviter que se reproduisent les épisodes désordonnés de la gestion de la crise durant la première demi-douzaine d'années du désastre. Ce système amélioré, malgré une répétition générale au Japon même en février 2011, n'a en rien contribué à protéger les habitants du pays après le 11 mars 2011.

2. La passivité des autorités de sûreté et l'inculture de crise du gouvernement ont certainement joué un rôle dans la destruction des réacteurs de Fukushima. A Tchernobyl on en avait trop fait pour conjurer un risque imaginaire ; à Fukushima on a laissé l'opérateur seul et, pire, les autorités ont perturbé son action et n'ont pas satisfait rapidement ses demandes matérielles ou d'expertise. Or, à Fukushima, contrairement à Tchernobyl, le désastre a mis plusieurs jours à prendre toute sa dimension.

3. A Fukushima, comme 25 ans avant à Tchernobyl, la CIPR n'est pas intervenue pour protéger la population. A Tchernobyl, ses dirigeants avaient conseillé de ne pas prendre de mesure de protection. A Fukushima, elle a envoyé un message de soutien à la population et mis gracieusement à sa disposition un rapport sur les « exploits » accomplis dans la protection des populations touchées par les retombées de Tchernobyl. Dans les deux cas il s'est écoulé dix jours avant la première réaction des responsables.

4. A Fukushima comme à Tchernobyl, le même impératif a déterminé la gestion de la situation post-accidentelle : restaurer le plus vite possible toute la capacité de production électro-nucléaire du pays. Les hommes ont dû ou doivent en payer le prix, sur le site – les « liquidateurs » –, et dans les régions touchées – les « hibakusha ». A Tchernobyl il a fallu cinq ans avant de planter l'arbre appelé à cacher la forêt des séquelles sanitaires : le cancer de la thyroïde. A Fukushima cette opération a eu lieu quelques jours après l'accident. La leçon avait porté. Dans les deux cas le succès s'avère complet.

5. Ce n'est que dix ans après Tchernobyl, dans un contexte dix fois pire qu'aujourd'hui à Fukushima, qu'ont débarqué les escouades d'assistance psycho-culturelles chargées de persuader les populations de s'adapter à la vie dans un environnement radioactif. A Fukushima, leur intervention a commencé dès septembre 2011, sous l'égide officielle de la CIPR. Cinquante-quatre réacteurs à redémarrer avec un minimum d'opposition sociale a dû fortement motiver cette réaction rapide. Que le job ait été confié à des étrangers est révélateur du discrédit des institutions nationales dans les deux pays. On retrouve les mêmes : la « sympathique » équipe du CEPN, dont la mission est d'amener les otages de l'enfermement radioactif à développer un « syndrome de Stockholm ».

Paroles

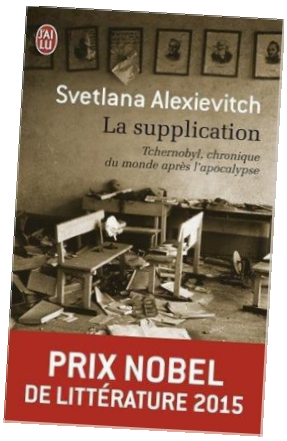
Héloïse Meire

Après avoir terminé son Master en langues et littératures germaniques, Héloïse Meire se forme au théâtre à l'IAD. Elle joue pour diverses compagnies de théâtre adultes, notamment pour Point Zero, mais aussi sous la direction d'Eric De Staercke, Vincent Dujardin, Jorge Leon... Elle joue également pour le jeune public dans les tournées de *Zazie et Max* et des *Désobéisseurs* de la compagnie 36, 37. Héloïse Meire a débuté la mise en scène en 2011 avec la création de *Babel Ere* et a poursuivi avec *Amazone* et *Dehors devant la porte.* Elle créera le spectacle *« Is there life on Mars ? »* en janvier 2017 au Théâtre National. Héloïse Meire est également animatrice de théâtre pour enfants et adolescents.

Jean-Michel d'Hoop

Après avoir suivi une formation d'acteur à l'INSAS, Jean-Michel d'Hoop joue d'abord comme acteur sous la direction de nombreux metteurs en scène (M. Dezoteux, Philippe Sireuil, etc). Il fonde la compagnie POINT ZERO et est lauréat du prix du meilleur spectacle avec sa première mise en scèneSuivront ensuite une quinzaine de mises en scène qui ont tourné en Belgique et à l'international. Il a également mis en scène plusieurs spectacles « jeune public » pour diverses compagnies. En 2013, il retourne sur la scène comme acteur dans la création *Amazone*, en partenariat avec Héloïse Meire. Il prépare la mise en scène de « Gunfactory » pour novembre 2016. Parallèlement à son travail de metteur en scène et d'acteur, Jean-Michel d'Hoop est également pédagogue à l'Institut des Arts de Diffusion.

Petits mots des acteurs suite à la lecture de « La Supplication » de Svetlana Alexievitch



« Ce livre ne parle pas de Tchernobyl, mais du monde de Tchernobyl », prévient l'auteure. Svetlana Alexievitch laisse la parole aux anonymes dans un recueil de témoignages bouleversants et révoltants. Elle réussit à nous faire entendre l'indicible dans un puzzle d'histoires qui devient l'Histoire. Celle d'un drame humain incommensurable. C'est un concentré de douleur et d'amour, d'humanité et de monstruosité. Ce fut une lecture aussi insupportable qu'indispensable, nous renvoyant sans cesse à notre propre condition d'être humain.

La première fois que nous avons prononcé ces mots à haute voix, l'émotion était tellement puissante que des larmes nous venaient ; la gorge nouée nous empêchait presque de parler ; un peu de la même manière que lorsqu'on lit un texte pour un être cher à un enterrement.

Et si c'était cela ? Un texte comme un adieu à quelqu'un ou à quelque chose qui ne sera plus.

Que reste-t-il quand plus rien n'est comme avant ? *De ce dont on ne peut parler il faut parler* dit un poète. Dire ces mots aujourd'hui c'est tenter de garder en vie ces morceaux d'existences brisées.

L'asbl Le Grappe

Préoccupés par une évolution de l'action écologiste se limitant à verdir à la marge le fonctionnement de la société, les fondateurs du **Grappe asbl (Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Ecologique)** ont choisi de proposer des alternatives radicales.

Depuis 10 ans, le Grappe centre donc ses activités sur la critique fondamentale des choix de société qui agressent la nature et le monde vivant au nom de la croissance.

Il met en valeur au contraire les choix qui sont basés sur le respect des équilibres écologiques et l'utilisation prioritaire des ressources renouvelables.

Pour en savoir plus :

Grappe asbl
Rue Raymond Noël, 100
5170 Bois-de-Villers
tél. 081 23 09 69
grappebelgique@gmail.com
www.grappebelgique.be

Les enfants de Tchernobyl

A la fin des années 80, des infos arrivent en Belgique indiquant que les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl mettent en danger une part importante des populations vivant autour de la centrale mais aussi à plusieurs centaines de kilomètres en Ukraine, en Russie et en Biélorussie.

La décision de fonder une association est prise en mai 1990 à l'initiative d'un groupe issu du milieu écologiste. En juillet, des statuts sont déposés. Ils n'ont pas été modifiés à ce jour, leur cadre très ouvert permettant à l'association d'évoluer.

> **Apporter toute aide médicale, humanitaire, matérielle, juridique et écologique aux victimes de la catastrophe de Tchernobyl.**
> **Accorder et soutenir en tous lieux, l'action en faveur de la défense des droits démocratiques et des droits de l'homme des victimes de la catastrophe de Tchernobyl.**

Un travail sur les actions à envisager, entre autres avec « Médecin sans Frontières » et une recherche d'interlocuteurs sur place amènent la jeune association à choisir de travailler à l'accueil d'enfants avec un partenaire biélorusse : Guennadi Grouchevoï

Eté 1991, 500 familles répondent à l'appel, l'accueil devient notre action privilégiée.

Concrètement, il s'avère utile d'éloigner les enfants de leur milieu contaminé pour une période de un ou deux mois car ces enfants, en pleine période de croissance, captent quatre fois plus les particules radioactives que les adultes. Un taux de césium 137 élevé affaiblit leur système immunitaire.

Ces accueils sont possibles grâce à l'énergie d'un grand nombre de personnes :

- Parents et enfants d'accueil qui partagent leurs vacances avec un enfant venu d'ailleurs et qui font preuve d'une grande disponibilité.
- Partenaires de « L'Avenir aux Enfants » qui, en Belarus, malgré leur quotidien difficile, se dépensent sans compter pour permettre les séjours des enfants en Belgique et la réalisation de bien d'autres projets.
- L'équipe de l'association « Les Enfants de Tchernobyl » - asbl qui, avec le temps s'est renouvelée, mais continue à investir des heures de travail et de réflexion pour soutenir le mieux possible des projets de qualité.

Progressivement, à force de rencontrer des personnes engagées sur le terrain en Belarus, nous avons élargi notre action dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la culture. Tissant entre ce pays et le nôtre un solide réseau de solidarité.

Président	***Didier Gaspard***	02/763.20.62	0479/59.57.67
Vice-président	***Henri Lecomte***	064/67.33.30	0491/59.08.39
Trésorière	***Françoise Lansch***	071/78.19.10	0498/45.55.94
Secrétaires	***Bernadette Vastrade***	081/63.39.69	0497/11.81.80
	Christine de Visscher	02/657.33.86	0475/64.87.19

Responsable d'antenne			
Bruxelles	***Jean-Pol Lozet***	02/215.71.96	0474/26.47.46
Hainaut	***Henri Lecomte***	064/67.33.30	0491/59.08.39
Namur	***Marie-Claire Destrée***	081/61.21.17	0495/93.69.73
Marche	***Françoise Bours***	061/46.47.38	0473/95.33.77

tcher nobyl
marquer le temps...

Devenez Famille d'accueil

Nous avons entre 8 et 12 ans. Nous habitons en Belarus dans une région contaminée par l'accident de Tchernobyl. Nous ne sommes pas malades mais nous absorbons quotidiennement des doses de césium 137 qui progressivement détériorent notre santé.

Un séjour d'un mois en Belgique nous permet d'éliminer 30% de césium radioactif stocké dans notre organisme...

Tentez l'expérience... contactez-nous !

0497/11.81.80

info@enfants-de-tchernobyl.be

www.enfants-de-tchernobyl.be

Rejoignez-nous sur Facebook
«Les Enfants de Tchernobyl» - asbl

Devenez Famille d'Accueil

et protégez le capital santé d'un enfant tout en vivant une expérience familiale enthousiasmante.

Soutenez-nous

Nous sommes indépendants

L'ASBL est indépendante de tout gouvernement, ici et là-bas. Nos partenaires en Belarus sont des bénévoles, eux aussi inscrits dans une dynamique de solidarité. Ces conditions sont indispensables pour garantir la fidélité à nos objectifs et la liberté dans les critères de sélection des enfants.

Cette indépendance a cependant ses revers : nous ne recevons aucun subside, ni ici, ni en Belarus. Une participation financière des familles biélorusses signifierait un manque d'indépendance quant à la sélection des enfants qui ont besoin de ces séjours. Conscients qu'augmenter la part financière à charge des familles d'accueil risque de rendre cet accueil inaccessible à certaines familles, il nous faut donc trouver l'argent ailleurs.

D'où viennent les fonds

Tout au long de l'année, différents moyens sont mis en oeuvre afin de récolter des fonds pour l'accueil et les autres activités : des concerts, des soupers, des marchés de Noël et des ventes de cartes de voeux sont organisés. Les idées, les initiatives et les coups de mains sont salués.

Les dons sont bienvenus

Tout don, qu'il soit modeste ou plus important, nous aide et nous permet de financer des actions dans une optique de long terme.

D'autre part, les dons fiscalement déductibles permettent au donateur une économie d'impôt de l'ordre de 25 à 55% selon sa tranche de revenus.

Le numéro de notre compte bancaire est le :
IBAN : **BE84 0013 2811 0559** - BIC: **GEBABEBB** (uniquement pour les dons)

tcher no byl

marquer le temps...